

1. DESCRIPTION RAPIDE DE LA STRUCTURE ET DE L'EVOLUTION RECENTE DE L'ECONOMIE

1.1. Analyse de l'offre

Les deux tableaux présentés dans cette partie retracent l'évolution du PIB par branche d'activité, à prix courants et constants (1999), ainsi que sa structure et le taux de croissance.

Le PIB s'est établi à 2 016 Mrds FCFA en 2001, contre 1 890 en 2000 et 1 856 en 1999. Il ressort de ces tableaux que les secteurs tertiaire et primaire contribuent le plus au PIB contrairement au secondaire où la contribution se situe autour de 20%. Hormis les services non marchands, on note que l'agriculture est la branche d'activité qui a un poids élevé dans le PIB, autour de 19%, comparativement aux autres.

Le secteur informel contribue au PIB à plus de 56%.

Tableau 1 : Evolution du PIB par branche d'activité (à prix courants et constants de 1999)

Code	Branches d'activité	Valeurs (mrds FCFA) à prix courants			Valeurs (mrds FCFA) à prix constants de 1999		
		1999	2000	2001	1999	2000	2001
10	Primaire	567,6	510,6	711,6	568	547	639
11	Agriculture	354,5	268,9	455,1	354	306	392
12	Elevage	179,2	207,4	221,7	179	207	211
13	Pêche, Forêt et Chasse	34,0	34,3	34,8	34	34	36
20	Secondaire	438,5	429,9	374,1	438	444	404
21	Industries extractives	8,1	6,8	4,3	8	7	6
22	Industries manufacturières	290,6	284,8	252,3	291	292	246
24	Energie (Electricité, gaz et eau)	25,7	20,7	18,9	26	26	42
23	BTP	114,1	117,6	98,6	114	119	110
30	Tertiaire	734,3	820,7	857,5	734	808	873
31	Transports et télécommunications	77,2	80,6	73,7	77	71	66
33	Commerce	183,6	195,8	203,7	184	196	215
32	Banques et assurances	28,6	23,3	29,4	29	24	30
34	Autres services marchands	117,4	129,7	103,5	117	122	106
36	Services non marchands	327,6	391,2	447,1	328	396	456
35	SIFIM	- 16,5	- 17,6	- 22,5	-16	-17	-22
	PIB au coût des facteurs	1 723,9	1 743,6	1 920,6	1 724	1 782	1 895
	Impôts sur les produits	132,1	115,4	141,3	132	108	122
	PIB au prix du marché	1 856,0	1 858,9	2 061,9	1 856	1 890	2 016
	<i>dont informel</i>	<i>1 079,1</i>	<i>1 023,0</i>	<i>1 150,7</i>	<i>1 079</i>	<i>1 070</i>	<i>1 162</i>

L'année 2001 a enregistré un taux de croissance élevé de 6,7%, contre seulement 1,9% en 2000. Le taux de croissance de l'année 2001.

Ce fort taux s'explique par les progrès enregistrés dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et des sociétés financières.

Tableau 2 : Structure et taux de croissance par branche d'activité du PIB (%)

Code	Branches d'activité	Structure par branche d'activité (%)			Taux de croissance (%)	
		1999	2000	2001	2000	2001
10	Primaire	30,6	28,9	31,7	- 3,7	16,8
11	Agriculture	19,1	16,2	19,4	- 13,7	28,1
12	Elevage	9,7	11,0	10,5	15,8	1,9
13	Pêche, Forêt et Chasse	1,8	1,8	1,8	- 1,0	6,1
20	Secondaire	23,6	23,5	20,0	1,3	- 9,0
21	Industries extractives	0,4	0,4	0,3	- 14,3	- 12,8
22	Industries manufacturières	15,7	15,5	12,2	0,5	- 15,6
24	Energie (Electricité, gaz et eau)	1,4	1,4	2,1	0,3	61,3
23	BTP	6,1	6,3	5,5	4,6	- 7,7
30	Tertiaire	39,6	42,8	43,3	10,1	8,0
31	Transports et télécommunications	4,2	3,7	3,3	- 8,3	- 6,8
33	Commerce	9,9	10,3	10,6	6,5	9,7
32	Banques et assurances	1,5	1,3	1,5	- 14,7	23,4
34	Autres services marchands	6,3	6,4	5,3	3,6	- 12,7
36	Services non marchands	17,6	21,0	22,6	20,9	15,3
35	SIFIM	- 0,9	- 0,9	- 1,1	5,0	24,8
	PIB au coût des facteurs	92,9	94,3	94,0	3,4	6,3
	Impôts sur les produits	7,1	5,7	6,0	- 18,0	12,2
	PIB au prix du marché	100,0	100,0	100,0	1,9	6,7
	<i>dont informel</i>	<i>58,1</i>	<i>56,6</i>	<i>57,6</i>	- <i>0,9</i>	<i>8,6</i>

1.2. Analyse de la demande

Les composantes de la demande intérieure sont : la consommation finale (ménages et administrations), la FBCF et la variations des stocks.

Tableau 3 : Evolution des composantes de la demande

Composantes de la demande	Valeurs (mrds FCFA) à prix courants			Valeurs (mrds FCFA) à prix constants de 1999		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Consommation finale des administrations. publiques	385,0	446,3	450,3	385,0	442,3	441,4
Consommation finale privée	1 403,2	1 400,7	1 613,8	1 403,2	1 400,9	1 531,1
Variations des stocks	-11,6	-36,1	-18,2	-11,6	-38,9	-17,6
Formation brute de capital fixe	351,3	347,5	302,3	351,3	339,5	283,4
Total	2 128,0	2 158,4	2 348,2	2 128,0	2 143,8	2 238,2

On note que la consommation finale constitue la principale composante de la demande intérieure avec une part supérieure à 84% sur l'ensemble des trois années (à prix constants). Cette forte proportion est surtout le fait de la consommation finale des ménages qui représente plus de 65% de la demande intérieure contre environ 20% pour les administrations publiques.

Quant à la formation brute de capital fixe, sa part est inférieure à 16%. Sa répartition par secteur institutionnel montre que ce sont les administrations publiques qui investissent le plus avec 59% contre 24% pour les ménages et 17% pour les sociétés non financières.

De façon générale, la FBCF connaît une baisse depuis 1999, passant ainsi de 351,3 milliards de FCFA à 302,3 milliards en 2001.

Tableau 4 : La FBCF par secteur institutionnels de 1999 à 2001

Secteurs institutionnels	1999	2000	2001
Ménages	84,1	83,1	72,3
Administrations publiques	205,8	203,6	177,1
Sociétés financières	1,9	1,9	1,6
Sociétés non financières	59,6	58,9	51,3
Total	351,3	347,5	302,3

1.3. Le commerce extérieur

Le Burkina Faso connaît un déficit structurel de sa balance commerciale. Sur l'ensemble des trois années, on note que le déficit de la balance commerciale s'est aggravé, passant de 271,9 milliards FCFA en 1999 à 286,2 milliards FCFA en 2001.

Tableau 5 : L'évolution du commerce extérieur de 1999 à 2001

	Valeurs (mrds FCFA) à prix courants			Valeurs (mrds FCFA) à prix constants de 1999		
	1999	2000	2001	1999	2000	2001
Exportations	176,7	168,7	190,6	176,7	175,0	161,2
Importations	448,6	468,2	476,8	448,6	428,3	383,2
Solde	-271,9	-299,5	-286,2	-271,9	-253,3	-222,1

1.4. Analyse des revenus des secteurs institutionnels

1.4.1. Les comptes des secteurs institutionnels et leur solde

Le tableau des comptes économiques intégrés retrace l'ensemble des comptes et leur solde des différents secteurs institutionnels. Nous présentons en annexes le TCEI des années 1999, 2000 et 2001.

Le tableau 6 résume quelques agrégats issus du TCEI des trois années pour l'ensemble de la Nation.

On peut noter, par exemple, que le Revenu national brut disponible (RNBD) a connu une forte hausse en 2001 comparativement à 2000. En effet, cet agrégat est passé à 10,3% entre 2001 et 2000 alors qu'il n'a pratiquement pas évolué entre 2000 et 1999.

L'épargne brute quant à elle, connaît une forte baisse de son niveau, passant de 147 milliards en 1999 à 70 milliards en 2001.

Tableau 6 : L'évolution du commerce extérieur de 1999 à 2001

	1999	2000	2001
Produit Intérieur Brut (PIB)	1 858	1 862	2 062
+Rémunération des salariés reçue du RDM	3	3	5
+Revenus de la propriété reçus du RDM	5	6	7
-Rémunération des salariés versée au RDM	4	5	5
-Revenus de la propriété versés au RDM	15	19	24
-Impôts sur la production versés au RDM	-	-	-
+Subventions reçues du RDM	-	-	-
=Revenu National Brut (RNB)	1 847	1 848	2 044
+Transferts courants reçus du RDM	121	115	119
-Transferts courants versés au RDM	32	28	29
=Revenu National Brut Disponible (RNBD)	1 935	1 934	2 134
-Dépense de consommation finale	1 788	1 847	2 064
-Ajustement pour variation des intérêts des ménages	-	-	-
=Épargne Brute (EB)	147	87	70
-Formation Brute de capitale Fixe	351	348	302
-Variation de stocks	- 12	- 36	- 18
-Actifs non produits	-	-	-
+Transferts en capital à recevoir (+)	120	140	152
-Transferts en capital à payer (-)	-	7	8
=Capacité (+)/Besoin (-) de financement	- 72	- 92	- 70

1.4.2. Analyse de quelques ratios

Les tableaux 7 et 8 présentent quelques ratios relatifs à l'ensemble de la Nation et aux différents secteurs institutionnels.

On note que les taux d'importation et d'exportation, ainsi que le taux de couverture connaissent une évolution stable sur les trois années alors les taux d'investissement et d'autofinancement de la Nation sont en baisse.

Tableau 7 : Quelques ratios relatifs à la Nation de 1999 à 2001

	1999	2000	2001
Taux d'importation (propension moyenne à importer)	24,2	25,2	23,1
Taux d'exportation (effort à l'exportation)	9,5	9,1	9,2
Taux de couverture du commerce extérieur	39,4	36,0	40,0
Taux d'investissement	18,9	18,7	14,7
Taux d'autofinancement de la nation	43,3	28,1	24,5

Selon les secteurs institutionnels, on remarque que les sociétés non financières enregistrent un taux de marge de plus de 63%. Cependant, les taux d'épargne, d'investissement et d'autofinancement sont en baisse.

Quant aux ménages, ils épargnent moins de 8% de leur épargne, la grande partie étant destinée aux dépenses de consommation.

Tableau 8 : Quelques ratios relatifs aux secteurs institutionnels de 1999 à 2001

	1999	2000	2001
Sociétés Non financières (SNF)			
Taux de marge des SNF	0,637	0,693	0,663
Taux d'épargne des SNF	0,258	0,280	0,188
Taux d'investissement des SNF	0,369	0,342	0,303
Taux d'autofinancement des SNF	0,700	0,819	0,622
Taux d'investissement d'un secteur			
<i>Ménages</i>	0,078	0,082	0,063
<i>APU</i>	0,485	0,391	0,293
<i>Sociétés financières</i>	0,066	0,081	0,058
<i>Sociétés non financières</i>	0,369	0,342	0,303
Propension moyenne à consommer des ménages	0,917	0,922	0,935
Propension moyenne à épargner des ménages	0,083	0,078	0,065
Taux d'épargne financière des ménages	0,030	0,025	0,023
Propension marginale à consommer des ménages	-	0,447	1,074
Propension marginale à épargner des ménages	-	1,447	- 0,074
Elasticité de la consommation par rapport au revenu	-	0,487	1,164

1.5. Conclusion

En résumé, on peut noter les forces et les faiblesses de l'économie burkinabé et dégager des stratégies de développement.

1.5.1. Les points forts

Depuis 1994, le PIB réel a enregistré une croissance moyenne de plus de 5 % par an (l'un des taux les plus élevés de l'Afrique subsaharienne). Cela est du aux réformes économiques et institutionnelles majeures qui ont été entreprises telles que :

- la libéralisation des échanges, notamment pour les produits agricoles;
- la réforme du secteur des entreprises publiques, notamment celle du secteur bancaire;
- la réforme budgétaire, qui a institué une taxe sur la valeur ajoutée et a amélioré la gestion de l'économie ;
- l'allégement de la dette, par le biais de l'initiative en faveur des PTTE, a aidé le pays à réduire un surendettement tenace.

1.5.2. Les points faibles

Mais l'économie reste très vulnérable aux chocs exogènes, ce qui se traduit par des fluctuations importantes de la croissance.

L'économie subissait de plein fouet la flambée des cours du pétrole, l'appréciation de l'euro, la baisse des cours mondiaux du coton (principal produit d'exportation), une invasion de criquets et la sécheresse. Environ 80 % des habitants continuent à vivre de l'agriculture, qui est toujours à la merci d'une mauvaise pluviométrie et de la désertification; pratiquement la moitié de la population reste en deçà du seuil de pauvreté.

1.5.3. La stratégie adoptée

Il s'agit de diversifier l'économie et accroître la productivité tout en maintenant un environnement macroéconomique stable. En d'autres termes, il faut :

- mettre l'accent sur le développement rural, la diversification de l'agriculture et une plus grande productivité agricole ;
- reformer les services publics et le renforcement de la gouvernance ;
- améliorer le climat des affaires ;
- promouvoir le développement de l'industrie agro-alimentaire.

2. LA SITUATION DES COMPTES NATIONAUX BURKINABE ET PERSPECTIVES

2.1 LA SITUATION DES COMPTES NATIONAUX BURKINABE

Depuis Avril 2001, le Burkina Faso s'est engagé avec les autres pays de l'UEMOA, dans le cadre d'un programme d'appui de l'Union Européenne à travers le PARSTAT, dans un processus de modernisation et d'harmonisation de ses comptes nationaux. L'outil utilisé est le système expert ERETES mis en œuvre par EUROSTAT et dont l'implantation est assurée par des Experts d'AFRISTAT. La première année de comptes (année de base) réalisée concerne l'année 1999. Les années courantes de comptes à ce jour sont celles des années 2000 et 2001. Pour l'année 2002, le Burkina a seulement entrepris le traitement des sources.

Les réalisations

- Les comptes publiés

Les derniers comptes définitifs publiés par l'INSD vont jusqu'à l'année 1998. Il s'agit de comptes dans la base 1985. Dans cette base, l'INSD dispose d'une série 1985-1998 de comptes élaborés conformément aux règles du SCN 68. Les comptes de l'année 1999 ont été réalisés selon cette méthodologie et sont considérés comme semi-définitifs.

- Les comptes élaborés avec ERETES

L'INSD dispose à ce jour d'une série de trois années de comptes (1999-2001) élaborés avec ERETES conformément aux règles du SCN 93, l'année de base étant 1999. Les comptes de l'année 2002 sont au stade du traitement des sources.

Ampleur du retard et analyse des difficultés

- Ampleur du retard

A la lumière de ce qui précède, on constate donc qu'au moment où on devrait parler de comptes provisoires pour l'année 2005, le Burkina n'en est qu'au traitement des sources de 2002.

- Analyse des difficultés

Nomenclatures trop détaillées

Les nomenclatures mises en place dans le cadre de la nouvelle année de base (1999) avec ERETES étaient très détaillées : 259 produits et 115 branches et 30 matrices de « Qui-à-Qui » (concernant les opérations 0D4 à 0D9). Les comptes nationaux avaient donc à réaliser 259 Equilibres ressources-Emplois et 115 Comptes de Branche. Un allègement de ces deux nomenclatures permettra de réduire sensiblement le travail.

Les moyens humains

Bien que l'équipe actuelle soit assez stable et à priori en nombre suffisant, elle a des difficultés pour se consacrer entièrement aux travaux de comptabilité nationale du fait des nombreuses sollicitations pour d'autres travaux de l'INSD, mais également pour des travaux

extérieurs. Le manque de motivation est aussi un facteur qui fait que les comptables nationaux ne peuvent pas se consacrer exclusivement aux comptes nationaux.

Les moyens matériels

Le projet PARSTAT avait permis en 2001 d'équiper le service en charge des comptes de quatre ordinateurs de type pentium 3. Ces ordinateurs sont toujours utilisés notamment l'un d'eux qui sert de poste central pour abriter la base ERETES, mais ils deviennent dépassés et deux d'entre elles se plantent s'ils sont utilisés pendant plusieurs heures. Depuis le service a bénéficié de l'arrivée d'un ordinateur grâce à l'appui du projet GTZ. Deux autres sont prévus dans le cadre du projet PCI-Afrique mais l'arrivée de ces ordinateurs se fait toujours attendre.

Autres difficultés

Au chapitre des autres difficultés, on peut citer celles d'ordre administratif dans l'utilisation des fonds sur certains projets, notamment ceux qui permettent d'appuyer les comptables dans leurs travaux. C'est la raison pour laquelle les ordinateurs prévus dans le cadre du projet PCI-Afrique ne sont pas encore achetés.

Au niveau des sources à collecter, les principales difficultés se situent au niveau des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) des entreprises. L'administration fiscale ne transmet pas à l'INSD l'exemplaire qui lui est réservé. L'Institut organise tous les ans une campagne de collecte des DSF auprès des entreprises. Cette collecte prend du temps, et certaines entreprises demeurent réticentes à y répondre. La démographie des entreprises (créations, cessations d'activité) est très mal connue des comptables nationaux.

2.2. LA STRATEGIE DE RATTRAPAGE DES COMPTES PROPOSEE

Dans le cas du Burkina Faso, la stratégie retenue consiste à élaborer avec le module ERETES les comptes des années en retard (2002 à 2004) de manière plus allégée. Ceci passe d'abord par une simplification des nomenclatures, mais également par un allègement du traitement de certaines sources. Les autorités de l'INSD ont opté pour une élaboration accélérée des comptes au lieu du saut d'années. Dans cette optique, les comptables nationaux burkinabé ont reçu M. Pierre Couaillac dans la semaine du 22 au 26 mai afin de préparer le présent séminaire et jeter les bases du programme de rattrapage des comptes nationaux.

Simplification des nomenclatures

A l'issue de la mission les comptables sont arrivés à une version simplifiée des nomenclatures : 21 branches au niveau 1, 42 branches au niveau 2 et 68 produits au niveau 3.

Pour ce qui est de la nomenclature des opérations, la mission a suggéré aux comptables de réduire les positions détaillées sur les impôts sur les importations 0D200B (une seule position au lieu de 10), les autres impôts sur les produits 0D200D (une seule au lieu de cinq), les autres impôts sur la production 0D200E (une seule au lieu de treize), ces deux derniers allègements permettant de faire l'économie de 16 matrices de « Qui-à-Qui ».

Un allègement du traitement des sources

Pour la plupart des sources, le traitement sera inchangé, sauf qu'il se fera avec ces nomenclatures plus allégées.

Pour la source DSF, le service des comptes nationaux devra mettre en place un échantillon stable dans le temps comportant toutes les grandes entreprises, et dont la taille devrait être entre 100 et 200 au maximum entreprises. L'administration fiscale vient de créer un service des grandes entreprises. Une correspondance a été adressée au Directeur Général des impôts afin de pouvoir entrer en possession des DSF manquantes des grandes entreprises. Cette démarche promet puisque les échanges informels sont prometteurs.

Les comptables nationaux souhaitent continuer à élaborer le TEI et les comptes de secteur.

Un calendrier provisoire pour la durée du projet a été mis en place (voir annexe I)

ANNEXE I : CALENDRIER PROVISOIRE DES TRAVAUX

Fin mai à début septembre 2006

- Collecte des sources 2002 à 2004 (2005 si disponible)
- Finalisation des nomenclatures activité et produits
- Analyse de la série 1999-2001 et corrections
- Traitement des sources 2002

Atelier de septembre 2006 à Bamako

- Adoption du calendrier définitif
- Adoption des nomenclatures
- Validation des traitements des sources 2002, préparation de la base

Fin septembre 2006 – février 2007

- Elaboration des comptes 2002
- Traitement des sources 2003

Février – juin 2007

- Elaboration des comptes 2003
- Traitement des sources 2004

Juin – septembre 2007

- Elaboration des comptes 2004
- Traitement des sources 2005

ANNEXE II

LE TABLEAU DES COMPTES ECONOMIQUES INTEGRES DE 2000 ET 2001